

TLEMCE

Filaoucène, une verdoyante vallée menacée

Cela peut paraître paradoxal de parler de menace sur l'agriculture après une bonne pluviométrie. Mais là, il ne s'agit pas uniquement des grandes aires de céréales dont les récoltes dépendent de la clémence du ciel.

Les espaces irrigables à partir des oueds Tafana et Sekkak risquent d'en faire les frais depuis la mise en service des deux grands barrages de la wilaya qui récupèrent directement les eaux à partir des moyenne et basse Tafna pour le barrage de Hammam Bougherara et de la plaine de Sekkak pour le barrage de Sidi Abdeli.

Cette situation est désastreuse pour les fellahs riverains qui puisaient l'eau à partir des oueds pour l'irrigation, c'est toute l'arboriculture fruitière qui est remise en cause.

Les oueds deversant directement sur les grandes retenues ne laissent effectivement aucune chance de survie pour les plantations riveraines. Cette menace se précise notamment du côté de Filaoucène et de

Hammam Boughrara ; en ces endroits, la Tafna ne coule plus et les canaux d'irrigation ont disparu.

Du coup, ce sont les cultures protégées (plasticulture) et pomme de terre qui font les frais du dessèchement de l'oued Tafna. Il y a quelques années, des experts au niveau de la Chambre agricole de Saf-Saf avaient mis en garde les responsables sur cette situation qui déboucherait sur une catastrophe écologique.

L'arboriculture reste l'une des grandes ressources des fellahs de Boughrara, l'exemple des orangeries qui souffrent d'un manque d'eau est significatif, en une période où l'arbre est en pleine fructification. Un vieux de Boughrara ne cache pas son pessimisme quant à l'avenir de la région. «Au début,

on a accueilli avec une grande joie la mise en service du barrage, mais depuis les choses ont changé, le barrage d'une capacité de 176 millions de m³ accapare tout les débits de la Tafna». Le ministre en personne a rappelé lors de sa visite que 10% des capacités du barrage seront réservés à l'agriculture. Les fellahs attendent toujours ce quota et notamment en cette période vitale pour les vergers qui s'étendent sur les rives de la Tafna.

Selon un ingénieur agronome, la gestion des eaux des oueds devait faire l'objet d'une politique appropriée faute d'un cadre juridique et d'une police des eaux, les espaces agricoles de la wilaya de Tlemcen risquent de disparaître.

Le même expert rappelle que l'arboriculture présente quand même une priorité car c'est un investissement lourd et à long terme. Il y a urgence. Cela veut dire impérativement que les lâchers d'eau à partir

des barrages doivent se faire conformément aux besoins et en temps utile, sinon la production subira les conséquences de cette austérité d'eau provoquée par la mise en service des barrages.

En définitive, l'agriculture qui connaît un grand essor dans cette région ne dépend pas uniquement de la pluviométrie, mais d'une gestion rationnelle des eaux emmagasinées.

Une seule solution pour la survie de l'arboriculture : la disponibilité des eaux naturelles des oueds et c'est là où se pose le problème dorénavant pour toutes les aires de culture de ce genre. Il est tout de même aberrant de constater que depuis plus de 3 mois une grande fuite au niveau du barrage d'El-Mefrouch d'un volume de 200 litres/seconde se perd dans la nature à travers les monts de Béni Snous alors qu'elle aurait pu être récupérée pour l'irrigation.

M. Zenasni

BLIDA

Journée d'information sur le don de rein

«Notre objectif est d'élargir le cercle des donneurs», ne cessent de répéter les professeurs et les docteurs intervenants qui se sont succédé, jeudi dernier, sur la scène de la salle de conférences de l'hôtel militaire de Blida.

Les professeurs et docteurs sollicitent toute la société civile ainsi que les médias et les mosquées à propager l'idée de faire don de rein à partir de donneur cadavérique, une idée qui est tolérée par 30% des Algériens alors qu'elle est acceptée par 70% des Américains. Cette journée d'information et de sensibilisation organisée par l'association des hémodialysés Sidi-El-Kebir durant laquelle le D' Si Ahmed, chef du service de chirurgie et de la greffe rénale au CHU Franz-Fanon, a indiqué que l'achèvement de la construction de l'institut de rein est prévu pour juin 2010. Il sera la fierté du CHU Franz-Fanon et ses activités seront d'une envergure nationale, surtout

que 81% des hémodialysés sont des jeunes. Comme l'Algérie est dotée à présent d'infrastructures adéquates et d'un personnel qualifié dans le domaine de la néphrologie, il ne reste qu'à sensibiliser la société civile pour que les citoyens consentent à faire don de leurs reins après une mort cérébrale irréversible.

Ce qui est légal sur les plans juridique, éthique et moral, voire autorisé par la religion comme l'a approuvé le Dr Abdesalem qui représentait les hommes de religion à cette occasion. Le Dr Rayane, président du Comité national de néphrologie, nous dit que si nous arrivons à augmenter le nombre de dons de rein, qui doivent se faire gratuitement et anonymement, nous mettrons fin au trafic des organes et au tourisme de la greffe.

Ce dernier est le recours des familles aisées voulant guérir leur progéniture et leurs proches de l'insuffisance rénale. Rencontré lors de cette journée, le D' Ouitis, ancien praticien et néphrologue connu à

Blida, nous déclaré que 4 000 personnes meurent par an suite aux accidents du trafic routier : ce qui représente un potentiel pour le don de reins et économisera des millions de centimes consacrés aux séances de dialyse.

Très consciencieux, le docteur s'indigne contre certains journaux qui ne cessent de nuire à l'image de la néphrologie à Blida et assure que tout le corps médical milite pour moraliser la profession. Un médecin spécialiste sexagénaire, lors du débat qui a suivi la projection, a clairement remis en question la prise en charge du diabète et de l'hypertension artérielle étant donné qu'ils sont les facteurs principaux de l'insuffisance rénale. Il ajoutera à ce sujet que les gens doivent changer leurs habitudes alimentaires basées sur les produits sucrés. Il revendique aussi la disponibilité gratuite des fistules nécessaires à la dialyse et qui demeurent à 99% à la charge des patients hospitalisés.

Karima Aoudiani

SIDI-BEL-ABBÈS

L'activité commerciale impose son appellation aux rues

Les rues du nom des chouhadas, des scientifiques, des hommes de lettres et de l'histoire ne sont connues le plus souvent que du facteur et des habitants de l'artère même dans la ville de Sidi-Bel-Abbès.

Imperceptiblement, les rues et avenues dans le chef-lieu se sont trouvées l'appellation qui leur sied le mieux, c'est le nom de l'activité dominante de l'artère.

Ainsi vous guiderez mieux un visiteur à la recherche d'une adresse en ignorant les noms propres de la rue et en lui citant «Trig l'article», une rue piétonnière au centre-ville qui, grâce à sa résistance aux autorités, est devenue un véritable souk où les articles de tous genres traînent sur les tréteaux ou à

même le sol. D'ailleurs, ils se comptent sur les doigts d'une main ceux qui connaissent le nom propre de cette artère.

Une autre rue tout aussi importante dans le centre-ville, plus précisément dans le vieux faubourg El-Graba, celle de «Trig siagha», une artère de plus de 700 m où presque la totalité des bijouteries ont pignon sur rue. Toutes ses vitrines scintillent avec leurs étalages de bijoux. Descendez plus bas, en perpendiculaire, vous êtes à «Trig khardaya» là

où s'alignent des dizaines de commerces de vieux meubles et de brocante. «Trig choua» se trouve à quelque 500 m plus exactement sur le boulevard Zabana qui a troqué son nom contre celui de son activité.

Les rôtisseries se sont données rendez-vous dans cette importante avenue où il est difficile de résister aux effluves du poulet rôti.

«Trig farina» se trouve dans le vieux quartier Filage Rih (Point du jour). Il a suffi qu'un commerçant achalande son local de sacs de farine, pour que d'autres le suivent et bientôt, le nom de l'artère est dicté. «Trig faïence» s'est substituée au nom de l'avenue qui est

réellement Abane-Ramdane. Sur cette artère en pente, tous les marchands de faïence, dalle de sol, plinthes... se sont donné le mot. «Trig hrour», ce n'est pas du tout du nom de son activité mais pour d'autres raisons, car dans cette rue située à quelques mètres de la cour de Sidi-Bel-Abbès, on n'a jamais vendu du poivre.

D'autres artères de la ville portent des noms populaires. Trig naâ naâ, (menthe), Trig Laâskri, Trig lefaâ, Trig rekaba, Trig el-kbour, et bien d'autres noms. Le visiteur n'a pas intérêt à circuler avec une carte de la ville pour trouver son chemin...

A. M.

OUM EL-BOUAGHI

Commémoration de l'anniversaire du décès de Larbi Ben M'hidi

Comme chaque année, le 3 mars, la ville de Aïn M'lila, située à 60 km du chef-lieu de la wilaya, vit un événement particulier, l'anniversaire du héros de la Révolution Larbi Ben M'hidi.

Cette année ce fut le 52^e anniversaire de son assassinat. Des photos retracent l'épopée du valeureux combattant et remettent en cause l'hypothèse du suicide appuyée par les déclarations du général Aouaress rapportées dans son dernier livre portant un témoignage sur l'assassinat de Larbi Ben M'hidi par des hauts responsables coloniaux. Rappelons que Larbi Ben M'hidi a rejoint le PPA en 1942, abandonnant le lycée qu'il fréquentait à Batna. Durant les événements de 1945 auxquels il participa, il fut arrêté et incarcéré à Constantine.

En compagnie d'autres membres, il rejoint le groupe historique des 22, auteurs du déclenchement de la guerre de Libération. Durant son combat, il gravit les échelons pour atteindre le grade de colonel. Il sera arrêté fin février 1957, et une semaine après, le 3 mars 1957, il fut exécuté par les forces coloniales.

En cette occasion, M. Zaâne, wali d'Oum El-Bouaghi, prononcera un discours rappelant les valeurs morales et patriotiques du chahid. Ont assisté aussi à cette cérémonie des anciens moudjahidine et compagnons de guerre de Larbi Ben M'hidi.

TITULAIRES D'UN DEUA

ET INGÉNIEURS

EN MÉCANIQUE DE

PRÉCISION OPTIQUE

À AÏN-BEIDA

Une cinquantaine

d'étudiants

interpellent Barkat

Près d'une cinquantaine d'étudiants issus de l'université de Sétif, après cursus de 3 et 5 ans dans la mécanique de précision, spécialité optique, se trouvent dans la tourmente. A l'instar de leurs collègues, ils ont déposé des dossiers auprès de la DSP pour l'obtention d'un agrément afin d'exercer en profession libérale, certains parmi eux depuis l'an 2000.

Il semblerait que ces étudiants ont essuyé un refus catégorique, refus motivé par une remise en cause de la qualité pédagogique dispensée par l'université de Sétif. M. Messaï B., parent d'une étudiante dans la spécialité, se rapprocha de notre journal et nous déclara : «Ma fille est sortie en 2001 et il faut savoir que jusqu'à 2000, la DSP délivrait des agréments aux postulants, sans problème. Depuis cette date, les demandes sont bloquées.» Et d'ajouter : «Nous demandons l'intervention de M. le ministre pour dénouer cette situation et permettre à nos enfants d'exercer librement leur profession.» Effectivement, ces jeunes qui se trouvent sans travail attendent impatiemment le feu vert de la tutelle pour exercer leur profession et créer d'autres emplois.

D'autres sources avanceraient que les instituts de Sétif proposent des stages de 6 mois pour parfaire le cursus dispensé dans la spécialité optique.

Moussa Chtatha